

L'immigration nuit-elle à l'emploi ?

Martin Anota, *Alternatives économiques* n°369, juin 2017

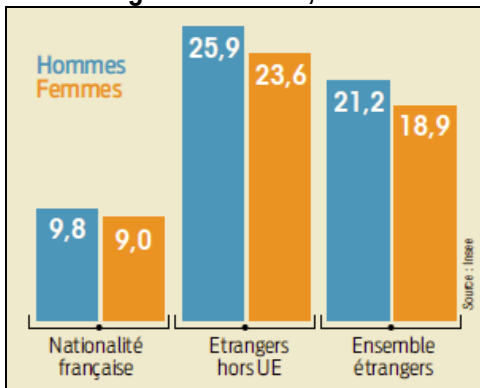
Avec le chômage, une partie de la population des pays développés se montre hostile à l'immigration, craignant que celle-ci dégrade davantage encore le marché du travail. Des craintes qui ne sont pas forcément justifiées.

1. Que dit la théorie économique ?

Nous avons spontanément une représentation statique du marché du travail : l'offre d'emploi étant supposée fixe, un travailleur ne pourrait obtenir un emploi qu'en se substituant à un autre. Dès lors, dans un contexte de chômage de masse, on en vient facilement à penser que si les immigrés* obtiennent un emploi, cela ne peut se faire qu'au détriment des natifs.

La réalité est plus complexe. Tout d'abord, le marché du travail ne reste pas figé face à l'arrivée d'immigrés. L'immigration accroît certes l'offre de travail**, ce qui tend à pousser le "prix" du travail (le salaire) à la baisse. En effet, la concurrence entre les travailleurs pour obtenir ou garder un emploi s'accroît, si bien qu'ils sont plus enclins à accepter une rémunération moindre. De leur côté, les entreprises peuvent augmenter leur demande de travail, c'est-à-dire embaucher, si le coût du travail diminue. Mais si le marché du travail est rigide, c'est-à-dire si le salaire ne peut baisser, par exemple en raison de l'action syndicale ou de l'existence d'un salaire minimum, alors l'ajustement risque de se faire, non pas par les prix, mais par les quantités. Dans ce cas, le chômage augmente : des immigrés ne trouvent pas d'emploi et des natifs perdent le leur. Autrement dit, l'impact de l'immigration dépendrait étroitement du cadre institutionnel. En l'occurrence, comme beaucoup jugent le marché du travail plus rigide dans les pays européens qu'aux Etats-Unis, l'immigration pourrait avant tout accroître le chômage dans les premiers et déprimer les salaires dans le second.

Taux de chômage en 2015 en France selon l'origine et le sexe, en %



Mais ce raisonnement reste simpliste. En effet, les travailleurs immigrés n'ayant pas les mêmes qualifications que les natifs, ils ne leur sont pas parfaitement "substituables". L'une des deux catégories risque donc d'être plus exposée au chômage que l'autre. Ce sera certainement celle des immigrés, ces derniers maîtrisant moins bien la langue nationale et possédant moins de capital social (un carnet d'adresses moins fourni) que les autochtones. De fait, le taux de chômage des immigrés est deux fois plus élevé en France que celui des natifs (voir graphique).

Ils sont aussi particulièrement exposés aux discriminations : les employeurs peuvent être réticents à les embaucher parce qu'ils les pensent, en moyenne, moins compétents que les natifs. En les excluant ainsi de l'emploi, ils les empêchent effectivement de gagner des compétences en travaillant.

Ensuite, les différences de qualification font également que l'immigration a des effets redistributifs parmi les natifs. Si les immigrés peuvent entrer en concurrence avec les autochtones ayant les mêmes niveaux de qualification, leur arrivée améliore la situation des natifs qui présentent des qualifications différentes. En effet, ces derniers peuvent en profiter pour déléguer les tâches pour lesquelles ils sont les moins productifs

et se spécialiser dans celles pour lesquelles ils s'avèrent les plus productifs. Comme ils gagnent en efficacité, leurs salaires augmentent. Par conséquent, si les immigrés sont relativement peu qualifiés, leur présence est susceptible d'accroître le chômage des peu qualifiés ou de réduire leurs salaires, et ainsi de creuser les inégalités salariales.

Des effets bénéfiques

En revanche, la présence d'immigrés atténue certains contrecoups de la mondialisation et du progrès technique : si les entreprises disposent localement d'une main-d'oeuvre bon marché, elles sont moins incitées à délocaliser ou à automatiser leur production. Ensuite, il existe toujours un stock d'emplois vacants, notamment des emplois dont se détournent les natifs (agents d'entretien, aides à domicile, éboueurs, etc.). De plus, les immigrés peuvent innover, devenir entrepreneurs, donc créer eux-mêmes des emplois. Surtout, les immigrés et leurs familles vont nécessairement consommer. Leur arrivée contribue donc à accroître la demande adressée aux entreprises et les incite à embaucher.

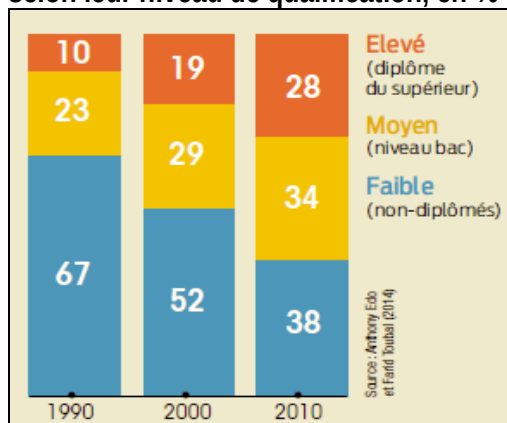
Cet effet sera renforcé si les entreprises doivent augmenter leurs capacités de production pour répondre à ce surcroît de demande. Comme ces investissements accroissent les débouchés des firmes qui produisent des biens d'équipement, ces dernières sont également incitées à embaucher. Dans tous les cas, la demande de travail*** augmente, ce qui pousse les salaires à la hausse. D'un point de vue théorique, l'effet global de l'immigration sur l'emploi et les salaires reste donc incertain.

2. Données empiriques : des résultats contrastés

Pour trancher la question, des chercheurs se sont tournés vers les données empiriques. Mais, là encore, l'écheveau des corrélations n'est pas facile à démêler. Si l'on constate, par exemple, que les salaires et l'emploi s'améliorent dans les zones où les immigrés s'installent, ce n'est peut-être pas parce que l'immigration y améliore les salaires et l'emploi, mais simplement parce que le dynamisme même de l'emploi y attire les immigrés.

Pour surmonter ce biais, certains se sont alors appuyés sur les "expériences naturelles"**** constituées par les vagues massives et imprévues d'immigration. En 1980, le régime castriste a, par exemple, expulsé 125 000 Cubains, en les faisant embarquer au port de Mariel pour la Floride. La population active de la ville de Miami a alors bondi de 7 %. Dans une célèbre étude, David Card¹ n'a constaté aucun impact de cet exil sur le salaire moyen ou le taux de chômage des travailleurs peu qualifiés de Miami. De nombreuses études ultérieures sont revenues sur cet épisode, certaines confirmant les résultats de Card, d'autres les contestant. George Borjas² a par exemple noté que des natifs ont pu réagir à l'arrivée des réfugiés cubains en quittant Miami. Pour cette raison, il préconise notamment de porter l'analyse au niveau spatial le plus large possible.

Répartition des immigrés actifs selon leur niveau de qualification, en %

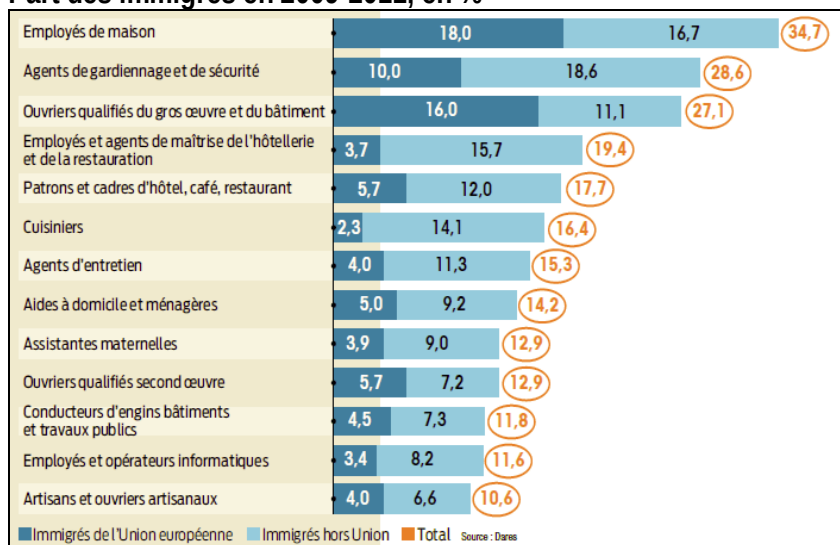


¹ David Card, "The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market", *Industrial and Labor Relations Review* vol. 43, 1990.

² George Borjas, "The Labor Demand Curve is Downward Sloping : Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market", *Quarterly Journal of Economics* vol. 118, n° 4, 2003.

Une telle démarche avait été entreprise par Jennifer Hunt³ : elle avait tenté d'évaluer l'impact sur le marché du travail français du rapatriement d'environ 900 000 pieds-noirs, suite à l'indépendance de l'Algérie en 1962. Elle a mis en évidence un effet négatif, mais limité et temporaire, sur la situation des métropolitains : en 1968, le chômage des non-rapatriés ne s'en est trouvé augmenté que de 0,3 point de pourcentage au maximum, tandis que leurs salaires n'en auraient été réduits que de 1,3 % au maximum. Bien sûr, le contexte n'était pas neutre : la France connaissait alors une croissance économique élevée et donc des créations d'emplois nombreuses, qui ont permis au marché du travail d'absorber rapidement les rapatriés.

Part des immigrés en 2009-2011, en %



Les enquêtes empiriques n'ont pas permis, elles non plus, de dégager un consensus, certaines concluant à un impact négatif de l'immigration sur le salaire et l'emploi des autochtones, d'autres à un impact négatif limité, voire positif. C'est parmi ces dernières que s'inscrit celle - récente - de Frédéric Docquier, Çağlar Ozden et Giovanni Peri⁴. Selon eux, l'immigration a eu un effet plutôt positif sur les salaires moyens des travailleurs les moins diplômés dans les pays développés au cours des années 1990. Cela s'explique par le fait que durant cette période, les immigrés ont été en moyenne plus diplômés que les natifs. Or, précisément parce que ce sont les plus qualifiés qui émigrent, Docquier et ses coauteurs estiment que les populations des pays développés devraient s'inquiéter de l'émigration davantage que de l'immigration. L'émigration réduit en effet la demande de travailleurs peu qualifiés : il y a moins d'entrepreneurs et d'ingénieurs qui embauchent des travailleurs manuels dans les usines, moins de ménages qui cherchent du personnel pour l'entretien de leur logement et de leur jardin ou pour d'autres services à la personne, etc.

En fait, plusieurs études suggèrent que la concurrence principale ne se situe pas entre autochtones et immigrés, mais plutôt entre les immigrés eux-mêmes : ceux issus des vagues d'immigration les plus récentes sont les plus affectés par les nouveaux entrants.

3. La situation en France

En France en 2015, on dénombrait 2,8 millions d'actifs immigrés, soit à peu près 10 % de la population active globale. Parmi eux, 1,8 million seulement sont encore des étrangers, 700 000 provenant de l'Union européenne et 1,1 million des autres régions du monde.

De ses différents travaux à ce sujet, Anthony Edo, économiste du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), a conclu que l'immigration n'a globalement pas affecté les salaires des natifs de même niveau d'éducation et d'expérience professionnelle. Cela s'explique, selon lui, par la rigidité des salaires liée à diverses caractéristiques institutionnelles du marché du travail français,

³ Jennifer Hunt, ["The Impact of the 1962 Repatriates from Algeria on the French Labor Market"](#), *Industrial and Labor Relations Review* vol. 45, 1992.

⁴ Frédéric Docquier, Çağlar Ozden et Giovanni Peri, ["The Labour Market Effects of Immigration and Emigration in OECD Countries"](#), *The Economic Journal* vol. 124, 2014.

notamment le salaire minimum et la prévalence des contrats à durée indéterminée. Mais en raison de cette même rigidité, l'ajustement à l'immigration est passé par l'emploi. Une hausse de 10 % de la part des immigrés parmi des travailleurs ayant un niveau d'éducation et de formation professionnelle donné dégraderait d'environ 3 % le taux d'emploi des natifs ayant des caractéristiques similaires.

Effets pervers

Concernant les rémunérations, Anthony Edo et Farid Toubal⁵ montrent que l'immigration a eu des effets différenciés sur les natifs en fonction de leur niveau de qualification. En effet, entre 1990 et 2010, la part des très diplômés parmi les immigrés est passée de 10 % à 28 %, tandis que celle des non-diplômés est tombée de 67 % à 39 % (voir graphique). Autrement dit, au cours de cette période, l'immigration a accru le nombre relatif de travailleurs qualifiés en France. Elle a donc contribué à contenir les inégalités salariales en poussant plutôt les salaires des natifs peu qualifiés à la hausse.

Zoom

Quel impact de l'immigration sur le niveau de vie ?

L'immigration alimente la croissance du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire la création de richesses. D'une part, parce qu'elle accroît l'offre de travail. D'autre part, parce qu'elle stimule la demande : les immigrés consomment et les entreprises investissent pour équiper le supplément de main-d'oeuvre. L'immigration agit sur l'activité économique de la même façon qu'un baby-boom, mais plus rapidement, dans la mesure où les immigrés sont souvent en âge de travailler. Elle atténue donc en particulier les effets du vieillissement démographique comme la baisse de la population active ou de la consommation.

L'impact de l'immigration sur le niveau de vie, mesuré par le PIB par habitant, est moins évident, mais plusieurs raisons amènent à penser qu'il est plutôt positif. Tout d'abord, l'immigration accroît le ratio actifs/inactifs dans la mesure où les immigrants sont rarement des retraités ou des enfants. Comme les immigrés sont souvent en âge de travailler, ils contribuent aussi davantage aux prélèvements obligatoires, ce qui allège les finances publiques.

Ensuite, l'immigration peut stimuler la productivité : c'est évidemment le cas si les immigrés sont qualifiés, mais cela peut aussi être le cas s'ils le sont peu, car leurs qualifications peuvent être complémentaires à celles des natifs. Deux limites apparaissent cependant. D'une part, les immigrés peuvent envoyer des fonds à leurs proches restés dans leur pays d'origine, ce qui contribue au développement de ce dernier, mais prive leur pays d'accueil d'une partie des revenus générés. D'autre part, l'hostilité envers les immigrés peut alimenter des tensions sociales et éroder la confiance, ce qui freine l'intégration des immigrés et, partant, la croissance.

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena⁶ montrent ainsi que l'immigration accroît le niveau de vie dans les pays développés. Une hausse d'un point de pourcentage de la part des migrants parmi les adultes s'accompagne d'une hausse du PIB par tête de plus de 2 % à long terme.

Les immigrés restent cependant globalement mal lotis sur le marché du travail. A niveau de qualification égal, les immigrés ont des salaires inférieurs de 2 % à 3 % à ceux des natifs. Leurs conditions de travail sont plus difficiles : ils travaillent plus souvent le week-end et à des horaires tardifs. Par ailleurs, l'accès aux emplois de la fonction publique, aux professions libérales et à de nombreuses professions indépendantes est restreint, voire interdit, pour les immigrés, ce qui réduit d'autant leur probabilité de trouver un emploi. Enfin, les conditions de leur accès aux minima sociaux sont plus limitatives, par exemple les étrangers hors Union européenne ne peuvent en bénéficier que s'ils disposent d'un titre de séjour depuis plus de cinq ans, ce qui accroît pour eux le coût du non-emploi.

⁵ Anthony Edo et Farid Toubal, "[L'immigration en France, quelles réactions des salaires et de l'emploi ?](#)", *Lettre du Cépii* n° 347, septembre 2014.

⁶ Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena, "[Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies](#)", *Spillover Notes* n° 8, FMI, octobre 2016.

Cela incite les immigrés à accepter des emplois de moins bonne qualité, notamment ceux que délaissent les natifs, ce qui peut pousser les entreprises à les substituer à ces derniers. Autrement dit, la discrimination que subissent les immigrés face à l'emploi et aux prestations sociales risque de peser, finalement, sur les conditions d'emploi des natifs. Mais si les conditions d'accès des immigrés aux minima sociaux et à l'emploi étaient davantage restreintes encore, comme l'appellent certains de leurs vœux, cela ne pourrait en fait que dégrader davantage encore la situation des natifs.

Définitions

* *Immigré* : personne s'établissant dans un pays dont elle n'avait pas la nationalité à la naissance. Une fois dans son pays d'accueil, elle peut soit en adopter la nationalité, soit garder sa seule nationalité étrangère.

** *Offre de travail* : elle émane des travailleurs et correspond à la demande d'emplois.

*** *Demande de travail* : elle émane des entreprises et correspond à l'offre d'emplois.

**** *Expérience naturelle* : consiste, pour l'analyste, à s'appuyer sur des épisodes historiques afin d'observer les effets que peuvent avoir des changements "exogènes" des conditions économiques, suite par exemple à une décision purement politique.

Pour en savoir plus

Anthony Edo, "Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques", Cépii, *L'Economie mondiale 2017*, La Découverte, 2016.

Gilles Saint-Paul, [Immigration, qualifications et marché du travail](#), rapport du CAE n° 84, La Documentation française, 2009.

Jules Bergeot, Gérard Cornilleau et Sabine Le Bayon, "L'Europe face aux réfugiés : un aperçu", OFCE, *L'économie européenne 2017*, La Découverte, 2017.